

Des investisseurs appellent les gros consommateurs d’emballages plastiques à prendre des mesures de toute urgence

3 mai 2023

Le cycle de vie entier du plastique constitue une menace grandissante pour l’environnement, le climat, la biodiversité, les droits humains et la santé publique. Les unes après les autres, les études soulignent la gravité de ces impacts, mais l’on observe déjà les incommensurables dégâts que la production et l’utilisation de plastique provoquent sur la santé de la population et de la planète, au point que les scientifiques jugent « futiles » les campagnes de nettoyage si la production se poursuit au rythme actuel.¹

Nous, les investisseurs et leurs représentants, estimons que les entreprises doivent viser plus haut et agir plus rapidement pour remédier à la crise du plastique en réduisant leur dépendance aux emballages à usage unique, en ramenant la production et la consommation de plastique dans les limites des frontières planétaires et en s’alignant sur l’Accord de Paris et le Cadre Mondial de la biodiversité de Kunming à Montréal. Cette déclaration s’adresse aux entreprises actives dans les produits de grande consommation et la grande distribution, y compris celles répertoriées (liste non exhaustive) en annexe.

Risques financiers pour les entreprises et les investisseurs

Le plastique impose à la société des externalités estimées à 350 milliards de dollars par an provenant des émissions de gaz à effet de serre, de la pollution marine et des coûts de collecte - au moins 1000 dollars par tonne de plastique produit.² Alors que les dirigeants politiques montent au créneau pour remédier à la crise du plastique et que la société demande des comptes aux acteurs perpétuant le problème, les entreprises de la chaîne de création de valeur sont exposées à des risques croissants significatifs en lien avec le plastique.

Ces risques incluent des risques réglementaires découlant des interdictions, de la fiscalité et des coûts liés à l’extension de la responsabilité des producteurs, des risques de réputation, une hausse des procès liés aux plastiques³ et une augmentation des coûts des matières premières⁴. En tant qu’investisseurs responsables, nous craignons que les entreprises qui ne prennent pas de mesures énergiques pour réduire leur dépendance au plastique à usage unique ne subissent une hausse des coûts ou ne perdent des opportunités commerciales, ce qui mettrait en péril la création de valeur et les rendements des investissements sur le long terme.

Nos attentes concernant l’accélération des mesures de lutte contre les plastiques

Les mesures prises jusqu’à présent par les entreprises n’ont pas eu l’impact attendu en termes d’ampleur et de rapidité. Selon le rapport d’étape 2022 de la Fondation Ellen MacArthur, les signataires de l’Engagement mondial pour une nouvelle économie des plastiques ne tiendront pas

¹ Eriksen et al, *A growing plastic smog, now estimated to be over 170 trillion plastic particles afloat in the world’s oceans – Urgent solutions required*, estimPLOS ONE 18(3): e0281596 (2023). , *More than 170tn plastic particles afloat in the oceans, say scientists*, 8 mars 2022.

² Carbon Tracker, *The future’s not in plastics: Why plastics demand won’t rescue the oil sector*, 2020.

³ ClientEarth, *Plastics on trial: a briefing series on evolving liability risks related to plastics, vol. II Hazardous chemicals*, 2022.

⁴ Carbon Tracker, *Packaging labels: Don’t lose your bottle over the label*, 2023.

l'objectif d'emballages 100% réutilisables, recyclables et compostables d'ici 2025.⁵ Les efforts de réduction, de réutilisation⁶ et de lutte contre la toxicité restent très limités⁷.

Nous attendons des entreprises qu'elles apportent des changements concrets et évolutifs en fixant des objectifs plus ambitieux et en prenant des mesures plus fermes. Les entreprises doivent déterminer une stratégie claire en vue de réduire significativement la consommation des emballages plastiques à usage unique en termes absolus, de supprimer progressivement les produits chimiques dangereux et d'œuvrer en faveur (et non pas contre) le cadre politique nécessaire pour soutenir ces mesures. Dans cette optique, nous attendons des grands consommateurs d'emballages plastiques (notamment le secteur des produits de grande consommation et de la distribution) qu'ils :

1. Soutiennent une politique ambitieuse sur le plastique pour obtenir des résultats concrets

Traité mondial sur la pollution par les plastiques

La crise du plastique est un problème qui ne connaît pas de frontières notamment parce que de nombreuses entreprises produisent et commercialisent des produits et emballages plastiques sur différents marchés. Les négociations en vue d'un nouveau Traité mondial sur la pollution par les plastiques seront décisives pour enrayer la crise du plastique tout en réduisant la complexité opérationnelle et le risque de conformité sur les marchés.

Nous attendons des entreprises qu'elles soutiennent les efforts internationaux en faveur d'un traité ambitieux sur la pollution par les plastiques en rejoignant la [Coalition des entreprises pour un traité mondial sur les plastiques](#) et en soutenant des mesures juridiquement contraignantes visant à limiter la production et la consommation et à favoriser le réemploi.

Proposition de règlement européen sur les emballages et les déchets d'emballages

La proposition de la Commission européenne relative au règlement sur les déchets et les déchets d'emballages (PPWR) met enfin l'accent sur la prévention et la réutilisation et pourrait contribuer à réduire fortement la consommation d'emballages, notamment en traitant la problématique du suremballage et en développant les systèmes de réutilisation.⁸ Il est donc inquiétant de constater que, selon une analyse récente de l'implication du secteur européen des produits de consommation dans le projet du PPWR, « *les groupements professionnels œuvrent majoritairement contre le PPWR* », et que les efforts de lobbying ont déjà abouti à l'abaissement des objectifs et à l'affaiblissement des mesures envisagées par la Commission européenne.⁹

Nous attendons des entreprises qu'elles soutiennent publiquement l'ambition de la réforme PPWR, qu'elles s'abstiennent de freiner cette ambition et qu'elles s'assurent que les

⁵ Fondation Ellen MacArthur, *The Global Commitment 2022: Progress Report* (Rapport d'étape 2022 sur l'Engagement mondial pour une nouvelle économie des plastiques), 2022.

⁶ Ibid.

⁷ VBDO, *Plastic Perspectives: An overview of the plastic footprints, ambitions and plastic lobbying activities of listed European and UK grocery retailers and FMCGs*, 2022.

⁸ Proposition relative à une révision de la législation de l'UE sur les emballages et les déchets d'emballages, 30 novembre 2022. Disponible en ligne :

https://environment.ec.europa.eu/publications/proposal-packaging-and-packaging-waste_en.

⁹ InfluenceMap, *The consumer products sector and the EU's circular economy policy for packaging and packaging waste*, 2023.

associations professionnelles dont elles sont membres se conforment à cette position.

2. S'engagent à – et commencent à – réduire les emballages plastiques à usage unique en termes absolus, y compris en mettant en place des systèmes de réutilisation

La réduction significative de la production et de la consommation de plastique constitue clairement la mesure la plus urgente de lutte contre la crise du plastique. Elle passe notamment par le développement des systèmes de réutilisation. Des systèmes de réutilisation bien conçus apportent des bénéfices environnementaux significatifs : en diminuant l'utilisation de ressources, d'énergie, de substances toxiques et d'eau, ils contribuent à réduire les émissions de carbone et à lutter contre la pollution.¹⁰

Nous attendons des entreprises qu'elles établissent un plan d'action clair, soumis à un calendrier précis et à des vérifications externes, afin de réduire la consommation de matériaux en termes absolus en éliminant le besoin d'emballages à usage unique et en développant des systèmes d'emballage réutilisables.

3. Luttent contre les substances toxiques dans les chaînes de création de valeur

Plus de 3000 substances chimiques potentiellement dangereuses ont été identifiées dans les emballages alimentaires, qu'il s'agisse de produits chimiques ajoutés intentionnellement ou non.¹¹ L'inaction face à l'usage de tels produits aboutit à une crise : des substances chimiques dangereuses sont omniprésentes dans l'organisme et l'environnement, et s'accumulent dans les matériaux et produits,¹² mettant en péril la santé humaine¹³. Le recours accru aux plastiques recyclés soulève de profondes inquiétudes quant au manque de connaissance, de traçabilité et de transparence des produits chimiques dans les emballages. Les scientifiques alertent sur le risque de toxicité des plastiques recyclés.¹⁴

Nous attendons des entreprises qu'elles s'engagent à identifier et éliminer les substances dangereuses¹⁵ présentes dans les produits et les emballages, et à publier les progrès accomplis dans ce domaine.

Nous invitons d'autres investisseurs institutionnels à nous contacter pour soutenir cette déclaration et à se joindre à nos efforts pour impliquer les entreprises, y compris celles répertoriées en annexe, et à collaborer

¹⁰ Rethink Plastic and Break Free From Plastic, *Realising reuse: the potential for scaling up reusable packaging, and policy recommendations*, 2021.

¹¹ B Geuke et al, *Systematic evidence on migrating and extractable food contact chemicals: Most chemicals detected in food contact materials are not listed for use*, Critical Reviews in Food Science and Nutrition, 2022, DOI: 10.1080/10408398.2022.2067828

¹² PNUÉ, *Global Chemicals Outlook II: From legacies to innovative solutions*, 2019.

¹³ PNUÉ, *Drowning in plastics: Marine litter and plastic waste, vital graphics*, 2021.

¹⁴ Gerassimidou et al, *Unpacking the complexity of the PET drink bottles value chain: A chemicals perspective*, Journal of Hazardous Materials, Vol. 430 (2022) 128410.

¹⁵ Notamment les substances répertoriées dans la liste des produits chimiques préoccupants de l'Understanding Packaging Scorecard, développée à partir des études et informations recueillies par de grandes ONG et associations professionnelles, périodiquement mise à jour pour refléter les meilleures connaissances scientifiques disponibles. Les produits chimiques préoccupants figurant dans la liste de l'UP Scorecard sont divisés en trois niveaux, le niveau 1 correspondant à une sélection des produits chimiques préoccupants à éviter en priorité élaborée sur la base d'un vaste consensus des parties prenantes, tandis que les niveaux 2 et 3 répertorient les produits chimiques à ne pas utiliser dans la fabrication de matériaux en contact avec les denrées alimentaires.

avec les parties prenantes pour encourager l'adoption des objectifs ambitieux qui sont nécessaires pour accélérer le changement.

Liste des signataires

Remarque : les 185 signataires suivants, qui cumulent plus de 10 000 milliards d'actifs, sont répertoriés par ordre alphabétique.

Achmea	Dorval Asset Management
Achmea Investment Management	DPAM
ACTIAM	Ecofi
Adrian Dominican Sisters	EdenTree Investment Management
Aegon Asset Management UK plc	EOS chez Federated Hermes
Aegon Investment Management B.V.	Ethos Engagement Pool International
Alquity	Ethos Foundation
Amundi Asset Management	Everence et Praxis Mutual Funds
Anima SGR	Flexstone Partners
As You Sow	Future Super Group
ASN Bank	Green Century Funds
a.s.r. Asset Management	Groupe Caisse des Dépôts
Ausbil Investment Management	Handelsbanken Fonder
Aviva Investors	Inyova AG
AXA Investment Managers	Ircantec
Axiom Investors	La Banque Postale Asset Management
Bailard, Inc.	Legal & General Investment Management
Common Spirit Health	LGPS Central
Congregation of St. Joseph	Local Authority Pension Fund Forum (LAPFF)
Coöperatie VGZ	MAIF
Dana Investment Advisors	Mercy Investment Services, Inc.
Daughters of Charity, Province of St. Louise	Mirova
Domini Impact Investments LLC	MN

Montanaro Asset Management	Rockefeller Asset Management
NEI Investments	Samara Capital
Nia Impact Capital	Sarasin and Partners LLP
Niederösterreichische Vorsorgekasse AG	SCOR SE
Nordea Asset Management	Stichting Pensioenfonds voor Huisartsen
Ofi Invest Asset Management	Stichting Pensioenfonds Hoogovens
P1 Investment Services	Sustainable Value Investors
Pensioenfonds Detailhandel	Sustainable Advisors Alliance LLC
Pensioenfonds Medewerkers Apotheken	Swisscanto by Zürcher Kantonalbank
	The Sustainability Group of Loring, Wolcott & Coolidge
Pensioenfonds Metaal en Techniek	Trillium Asset Management
Pensioenfonds Rail & OV	Trinetra Investment Management
Pictet Group	Triodos IM
PME Pensioenfonds	Trusteam Finance
Raiffeisen Suisse	
Regroupement pour la Responsabilité sociale des entreprises	Vancity Investment Management
Resona Asset Management Co., Ltd.	Vision Super
River and Mercantile Asset Management	Zevin Asset Management

Annexe

Cette déclaration s'adresse aux entreprises actives dans les produits de grande consommation et la grande distribution, y compris celles répertoriées (liste non exhaustive) ci-dessous.

Beiersdorf AG	Kellogg Co
Britvic plc	Kerry Group plc
Campbell Soup Co	Keurig Dr Pepper Inc
Carrefour SA	Kimberly-Clark Co
Casino Guichard-Perrachon SA	Koninklijke Ahold Delhaize NV
Clorox Co	Kroger Co
Coca-Cola Co	L'Oreal SA
Colgate-Palmolive Co	Marks & Spencer Group plc
Colruyt Group	Metro AG
Conagra Brands Inc Costco Wholesale Corp Danone SA	Mondelez International Inc
	Nestlé SA
	PepsiCo Inc
Diageo plc	Procter & Gamble Co
Dino Polska S.A.	Reckitt Benckiser Group plc
Essity	Sainsbury's plc
Estee Lauder Companies Inc	Target Corp
General Mills Inc	Tesco plc
Henkel AG & Co. KGaA	Unilever plc